



Budget 2012

Le capital agit, le PS et la gauche bavardent

Le gouvernement vient de présenter son projet de budget 2012. Idéologiquement bordé par « le poids de la dette » pour conditionner l'opinion publique, il va frapper de plein fouet la population. Les journaux et les chaînes télé l'ont justifié servilement. « Le budget c'est la rigueur obligée », « c'est le choc de la dette », « la France avance d'un cran dans la rigueur », « la rigueur atteint un niveau historiquement élevé », « il est dur certes mais pas moyen de faire autrement ! » etc... etc...

30400 postes de fonctionnaires vont être supprimés (150000 depuis 2007). Education, santé, poste, transport, etc... la réduction de tous ces services publics va fragiliser encore plus la société et l'égalité face aux besoins.

11,2 milliards de taxes et de prélèvements nouveaux sont prévus. C'est le peuple qui paiera, c'est lui qui supportera les hausses de prélèvements sur la sécu et les mutuelles. Dans le même registre le gouvernement va diminuer la dotation de 50 milliards aux collectivités locales lesquelles n'hésiteront pas à augmenter les impôts locaux. Les recettes de la TVA vont augmenter de 3,5%. Cet impôt inégalitaire s'il en est, payé par le consommateur donc par nous, s'élève déjà à 140 milliards alors que les sociétés n'en paient que 46 !...

Remarquons que ce budget est bâti sur une hypothétique croissance de 1,75% (conséquence sans doute d'un hypothétique enrichissement des Français !) et de la création de 180000 emplois. Lesquels ? Où ? Comment ? Rien sur le sujet et pour cause.

Le gouvernement n'oublie pas ceux qu'il sert ! La Ministre du budget V. Pécresse le dit sans détour « nous avons diminué de nombreux impôts qui pesaient sur l'activité, le travail et l'innovation tout en supprimant les dépenses fiscales « inutiles » ». A elle seule la suppression de la taxe professionnelle va rapporter 6 milliards de cadeaux nouveaux par an au patronat. Le rapporteur du budget, l'UPM Carrez, a même déclaré sans se gêner : « les entreprises sont les grandes gagnantes du quinquennat ». Ajoutons que le nombre des assujettis à l'ISF (l'impôt sur la fortune) va diminuer de moitié alors même que cet impôt rapporte à l'Etat la somme dérisoire de... 4,6 milliards (comparez avec les 140 milliards de la TVA !). Passons sur d'autres petits « avantages fiscaux ».

« Cela risque de peser sur l'échéance présidentielle » a rappelé sans s'inquiéter vraiment, le journal financier « Les Echos » qui sait que le grand capital prépare activement le remplacement éventuel de Sarkozy et de son gouvernement. Le Parti socialiste et ses amis de gauche ont discoursé pendant des heures à la télévision. Les 6 candidats à la candidature (5 PS +1 radical) n'ont pas employé une seule fois les mots : capitalisme, capitalistes, sociétés financières, qui ne font pas partie de leur vocabulaire. Où prendre l'argent pour satisfaire les revendications populaires, comment le prendre et avec qui ? Ces questions ne furent pas posées une seule fois. Et pour cause, ils ne veulent pas toucher au capitalisme. Il leur fut infiniment plus facile de discuter à perte de vue sur l'énergie nucléaire ou sur l'écologie à travers les âges.

Nous n'avons rien à attendre de ce côté-là.

Une remarque des « Echos » résume bien la situation « la gauche consciente des faibles marges de manoeuvre s'interroge aussi sur la future politique à mener ».

Nous à Communistes nous avons la réponse, la dite gauche et ses alliés s'ils arrivent au pouvoir mèneront comme ils l'ont déjà fait une politique au service du capital. « Votez pour nous et nous ferons le reste ». Vous connaissez ?

C'est seulement par la lutte anticapitaliste sans compromission qu'on pourra imposer un changement de politique. C'est à cette lutte là que « Communistes » appelle.

www.sitecommunistes.org